

# Villages Lorrains



*association pour l'étude de l'espace rural  
et la sauvegarde de son patrimoine*

23, boulevard Albert 1er - 54000 NANCY

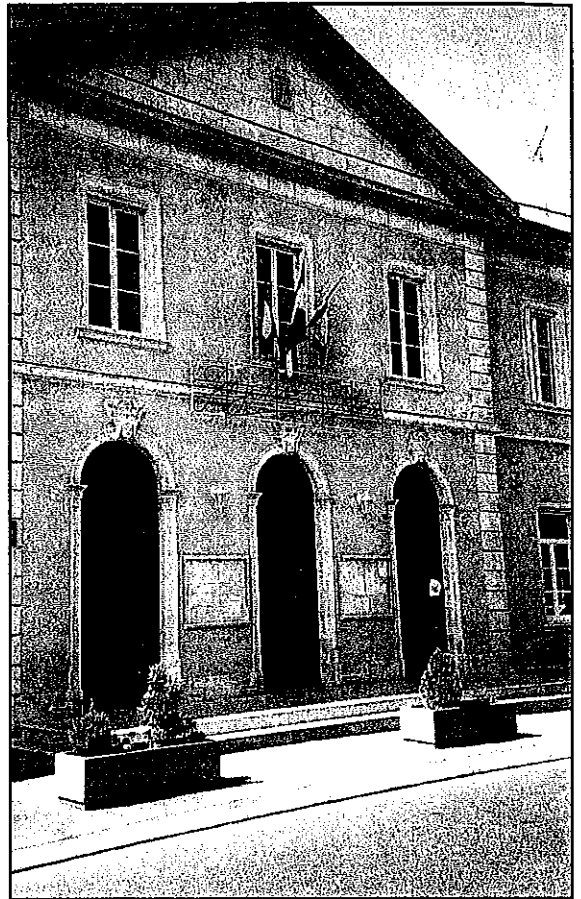
Revue trimestrielle  
N° 99  
Été 2002



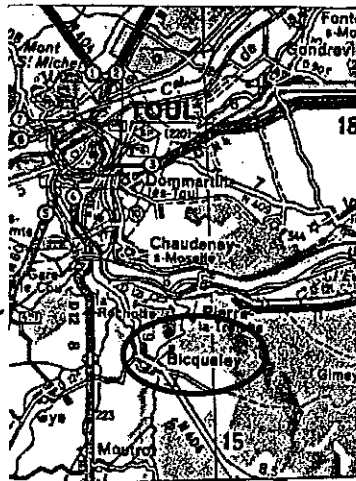
FONTAINE RONDE (XIX<sup>e</sup> s.) A VIOMÉNIL ALIMENTÉE PAR LES PREMIÈRES EAUX DE LA SAÔNE

(J.M. DEMANGE)

# UN VILLAGE LORRAIN À L'APOGÉE DES CAMPAGNES



## BICQUELEY, AU XIXE SIÈCLE

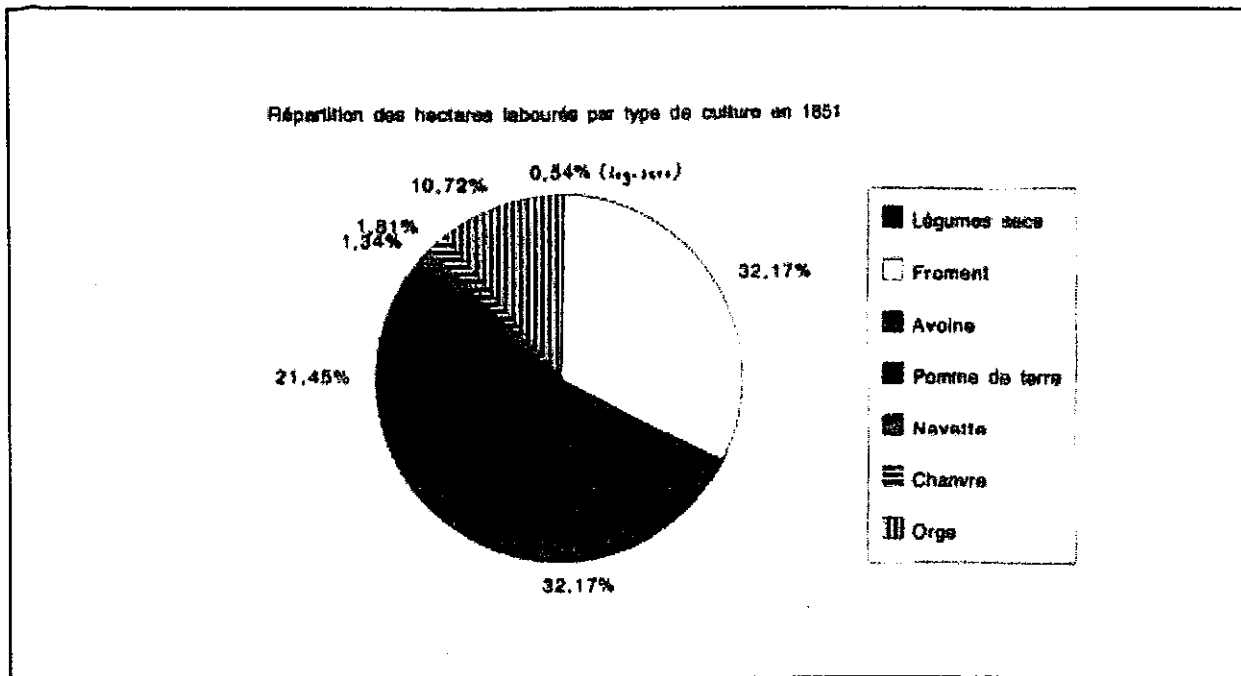


Le village de Bicqueley est immédiatement voisin de la ville de Toul. Environ huit kilomètres séparent les deux localités. Située non loin du coude de la Moselle, sur le ruisseau des Bouvades, Bicqueley est actuellement une commune périurbaine. Sa position au sud de la sous-préfecture toulaise,

près des grands axes routiers ouest-est et nord-sud, l'ont rendue attrayante. C'est la campagne non loin de la ville, mais l'activité majeure du village n'est plus l'agriculture. Le but de ces lignes n'est pas de retracer l'histoire de Bicqueley. Un domaine gallo-romain est sans nul doute à l'origine du vil-

lage. Pendant des siècles, Bicqueley appartient administrativement à "l'évêché de Toul". Le village suivit la destinée de sa grande voisine. La période qui s'étend de la Révolution française à 1914 marqua cependant l'apogée du village. Comme dans toute la France profonde d'alors, jamais la localité ne fut aussi peuplée et active. L'exemple retenu ici pour évoquer le XIXe siècle a été étudié directement à partir des sources d'époque. Les archives conservées à Nancy étaient en effet suffisantes en nombre et qualité pour envisager cette petite monographie. Ce qui n'est pas possible pour de nombreux villages. Trois axes de recherche ont été ici privilégiés: l'espace communal,





la communauté villageoise et l'action de la municipalité.

## I. L'ESPACE COMMUNAL

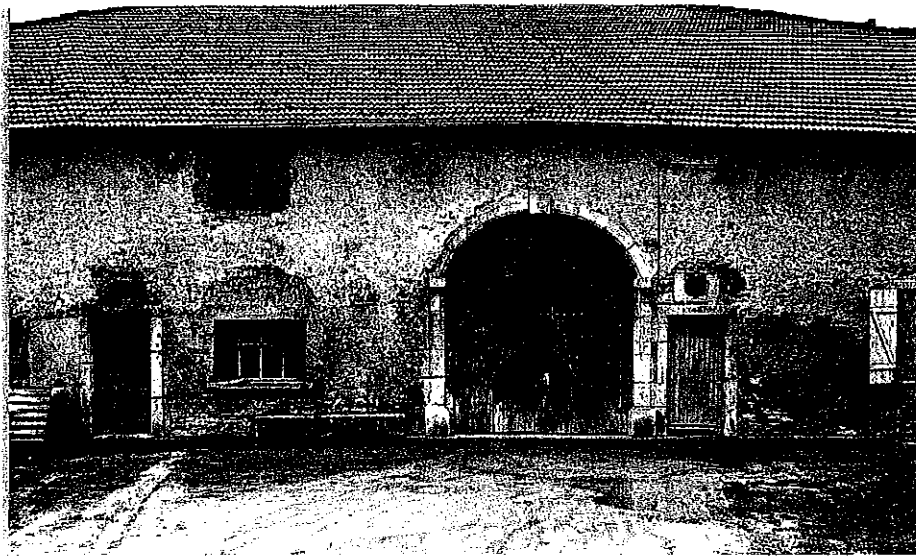
### I.1. Le finage et ses terroirs

Bicqueley compte environ 1682 hectares. Les limites communales touchent la Moselle. Elles s'étendent aussi en bordure de l'extrémité méridionale de la Woèvre. Le paysage principal est celui d'un plateau traversé principalement par le ruisseau des Bouvades. Pendant des siècles, ce sol pierreux fut travaillé par une population que les textes décrivent laborieuse et pauvre.

Au début du XIXe siècle, le finage de Bicqueley est majori-

tairement consacré aux labours (53 %), comme c'est d'ailleurs le cas dans toute la région. On y cultive pratiquement autant le froment que l'avoine. Deux autres céréales sont produites, mais en des proportions bien moindres : l'orge et le seigle. Une petite place est faite aux légumes secs (haricots et pois). Les bois constituent le deuxième terroir avec plus de 600 hectares, essentiellement des taillis. Le reste de l'espace (environ 10 %) est occupé par les prés, la vigne (48 ha), vergers et jardins. Ce n'est qu'à partir du premier Empire que, sous la pression de l'Administration, de nouvelles cultures avaient été lancées à Bicqueley. Le sainfoin et le trèfle d'abord, à la fois pour nourrir le bétail et servir d'engrais vert. La pomme de terre ensuite qui recouvrait près du quart de la surface mise en cul-

ture vers 1850 (deux fois plus que l'orge). Il faut aussi souligner que la Révolution et l'Empire avaient permis de quadrupler la superficie en vigne. La production de vin, uniquement du vin rouge, avait elle-même triplé dépassant les deux mille hectolitres grâce à l'adoption de cépages ordinaires à fort rendement. Trois pressoirs contribuaient à cette production au milieu du siècle. La superficie en vigne doublera encore jusqu'à la fin du siècle. La même croissance affectera les vergers où prédominaient très largement les "pruniers". D'autres petites cultures méritent aussi, pour finir, d'être signalées : celle du chanvre, de la navette (un oléagineux proche du colza), et de la cameline (autre oléagineux). On observe même la "betterave à vaches" et, en 1874, deux hectares plantés en houblon.



Une orientation vers l'élevage conduira au cours du siècle à la diminution des labours (10 %) et des bois au profit des herbages. Plus d'une centaine de chevaux, près de deux cents bovins, trois à cinq cents moutons, avaient besoin d'espace et de nourriture.

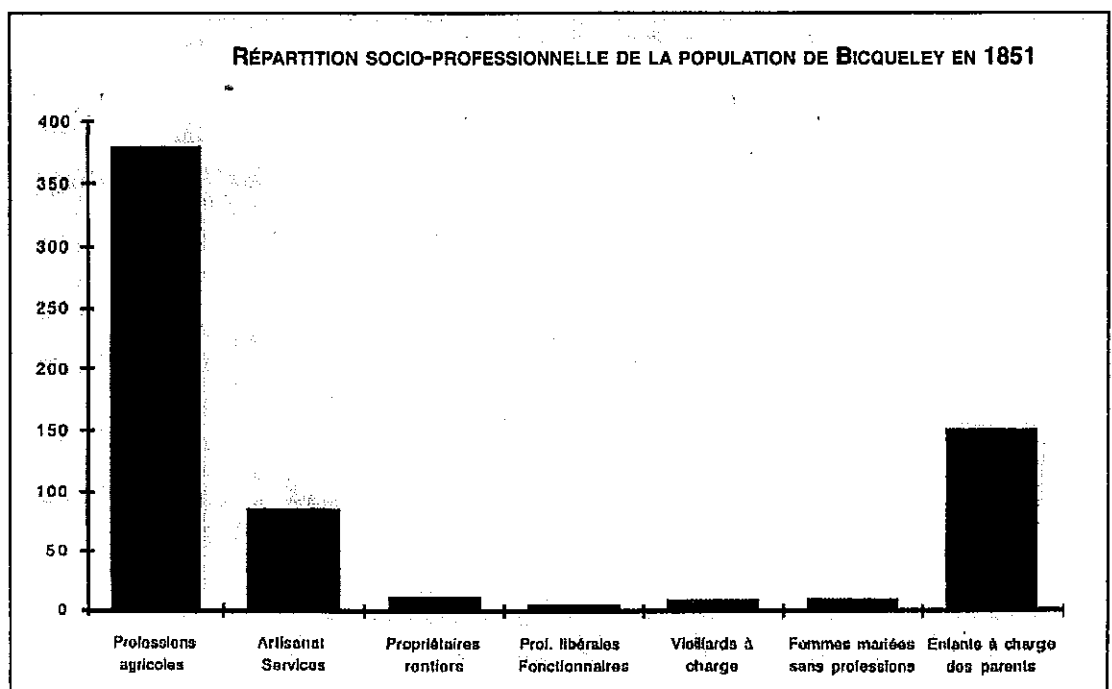
Outre la part des chemins, des cours d'eau et du bâti, le territoire de Bicqueley comprend aussi des espaces de pierriers et de carrières. Ces dernières sont déjà anciennes mais de superficie modeste (33 ares) au début du XIXe siècle. Elles fournissent alors des moellons pour la construction des maisons de la région ou bien des pavés.

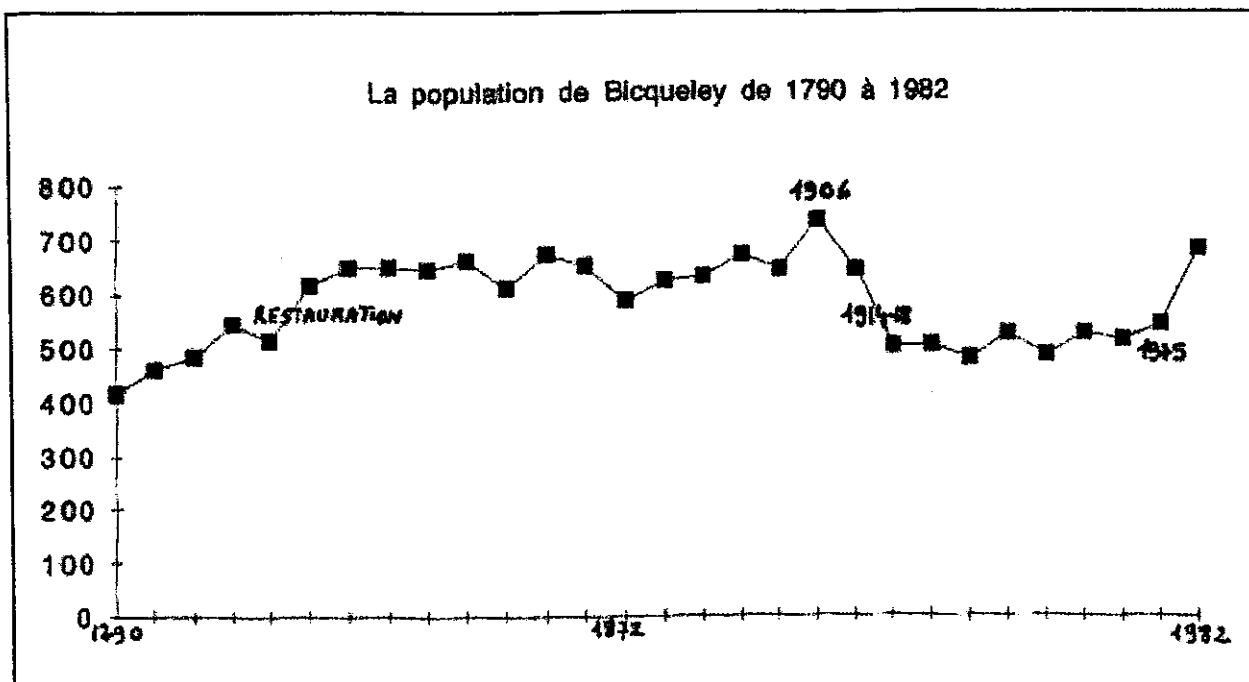
Cet espace rural fut pendant longtemps ponctué de quatre

croix dont la fonction était autant de perpétuer le souvenir du donateur que de placer les terroirs sous la protection divine. Il subsiste encore le souvenir de deux d'entre elles : la Croix Fiscale et la Croix Barré. Après la Révolution, certains lieux-dits évoquaient encore l'époque des seigneurs. Il y avait par exemple les terres de corvées et celles du four. "La potence Jacquard", en limite de ban, près de la Moselle, était l'ancien lieu des exécutions

capitales. D'autres lieux-dits étaient plus poétiques ou mystérieux tels "la fontaine aux fées", "aux anges", "le trait de l'espadin". Une trentaine de chemins pierreux desservaient champs, prés et forêts et reliaient aussi le village à son environnement. Il y a deux siècles, certaines de ces voies étaient encore couramment appelées chemin de Charlemagne et route des Romains. La plus importante était la route menant de Toul à Vézelize. Elle permettait depuis longtemps aux productions du village de gagner les marchés et foires de ces deux localités. Outre les céréales, la laine était le produit qui circulait le plus.

Ce qui était remarquable au début du XIXe siècle était aussi l'extraordinaire morcellement du finage. Le territoire était découpé en plus de 6.200 parcelles. Chacune de ces der-





nières contenait donc en moyenne 27 ares, 18 ares si on exclut du calcul bois et maisons. Sur certaines sections du finage, hors village, la superficie moyenne de la parcelle atteignait 10 ares. Ce morcellement des terroirs ne surprend pas. Il fut pendant longtemps considérable dans les pays d'openfield, comme c'est le cas en Lorraine. La vente des biens nationaux lors de la Révolution, ne fit qu'accroître le phénomène. A Bicqueley, les biens d'Eglise furent vendus en une centaine de lots. Seules les forêts échappaient à cette configuration "en lames de parquet" qu'entretenaient ventes et héritages. Une certaine concentration des meilleures terres conduisit pourtant, vers 1882, à une valeur de 0,9 hectare par parcelle de labours.

### 1.2. Le bâti

Bicqueley possédait, il y a un siècle et demi, environ cent cinquante maisons. Réparties pour l'essentiel le long de la "grande rue", celles-ci donnèrent pendant longtemps à la localité l'aspect d'un village-rue traditionnel. L'existence d'un écart partagé avec la ville de Toul au lieu-dit "Gare le Col", près de la Moselle, constitue cependant une particularité. Penchons-nous maintenant sur l'évaluation du bâti. Au regard de l'administration fiscale, les maisons n'étaient pas reconnues comme de valeur exceptionnelle. Le château lui-même, demeure la plus cotée, n'avait rien d'extraordinaire aux yeux de l'administration. A Toul, une maison sur cinq était alors jugée de niveau égal ou supérieur à lui. On sait peu de choses sur le château, si ce n'est, qu'en

l'état actuel, il date du XVIIIe siècle. C'était la demeure de campagne d'une riche famille toulousaine. Il avait même une chapelle. Peut-être a-t-il été construit à une époque plus ancienne par un voué, c'est-à-dire un laïc chargé localement de la protection des intérêts de l'évêque, seigneur du lieu.

Dans leur ensemble, les maisons avaient l'aspect sévère des maisons rurales d'alors. Bâties en profondeur, elles étaient jointives les unes aux autres. Elles ne présentaient sur la rue qu'une ou deux portes de service et, pour les trois-quarts d'entre elles, deux à trois fenêtres pour ne pas alourdir l'impôt. D'où l'intérêt des flamandes et celui de la cour, à l'arrière des maisons. Les usoirs garnis de fumier et de bois qui s'étendaient devant les maisons de part et d'autre de la rue achevaient de caractériser

tériser le village. On était bien dans la Lorraine profonde.

Pendant longtemps, il n'y eut pas de mairie. Les assemblées villageoises, ou plaids annaux, se réunissaient dans l'église. Celle qui existe actuellement fut reconstruite en 1780, comme le furent tant d'autres églises de Lorraine à la même époque. La maison commune actuelle, œuvre de l'architecte toulinois Bastien Olrion, fut réalisée en 1865. Elle coûta 42.000F, soit l'équivalent du prix de cent quarante bons chevaux de route. Les bâtiments d'école datent aussi du XIXe siècle. Avant de constituer un seul et même ensemble avec la mairie, en 1865, ils changèrent d'aspect à trois reprises. Il existait déjà une école en 1810. Elle fut remplacée par une nouvelle en 1822, au fond d'une petite maison paysanne avec grange et écurie. Deux écoles distinctes pour filles et garçons furent ensuite établies sous la Monarchie de Juillet. Pour finir, les écoles furent réunies aux autres services municipaux, préfigurant à l'avance ce qu'allait préconiser la IIIe République notamment avec les lois scolaires de Jules Ferry.

Le bâti, tout comme les surfaces mises en culture, ne cessa d'évoluer. Il ne s'agit pas tant du nombre de maisons que de leur localisation dans le

village. La population commença à souhaiter plus d'espace, moins de promiscuité. Des rues adjacentes à la "grande-rue" se peuplèrent peu à peu. L'agencement du village se compliqua, les écarts se développèrent. La raison en est simple : jamais la population ne fut aussi nombreuse à Bicqueley qu'au XIXe siècle.

## **2. La communauté villageoise**

### **2.1. Le nombre de la population et ses activités**

Après le terrible XVIIe siècle (il ne subsistait plus que 160 individus en 1700), le XVIIIe siècle avait été celui d'un nouvel essor. A la veille de la Révolution, le village comptait 417 personnes réparties en 104 ménages. Un siècle plus tard, en 1891, la population de Bicqueley se composait de 211 ménages, en tout 670 habitants. Le chiffre de 500 avait été atteint sous le 1er Empire. Les 600 habitants avaient été dépassés sous la Monarchie de Juillet après 1830. A la fin de la IIe République, en 1851, 660 personnes étaient dénombrées à Bicqueley. Les grands travaux du canal de la Marne au Rhin et de l'installation de la voie ferrée Paris-Strasbourg avaient attiré au village toute une population de manœuvres

et d'ouvriers non agricoles. Il en fut de même jusqu'à la Première Guerre mondiale. En 1906, la population de Bicqueley avait même atteint 733 personnes. Ce chiffre record correspond sans nul doute aux effets des travaux de fortification du camp retranché de Toul. Là encore, le voisinage immédiat de Toul poussait le village à évoluer avec son temps. Il est aussi révélateur de constater que le village ne comptait plus que 585 habitants en 1872. La proximité de la sous-préfecture lors de la guerre de 1870 avait eu des effets bien plus désastreux à Bicqueley que dans les villages plus lointains.

L'examen plus approfondi de cette population nous apporte d'autres informations. Le solde naturel ne cessa de décliner durant tout le siècle. En un siècle, on passa en moyenne de quatre à trois personnes par ménage. De 13 % en 1876, la proportion des plus de soixante ans passa à 22 % en 1896. Sans l'apport constant de cette population ouvrière jeune dont nous avons parlé, jamais il n'y aurait eu la croissance numérique dont nous avons déjà parlé. En 1896, le taux de mortalité dans le village était supérieur à celui de natalité. Une famille sur quatre avait trois enfants et plus. Un habitant sur trois n'était pas né à Bicqueley et gardait une très forte mobilité. Il

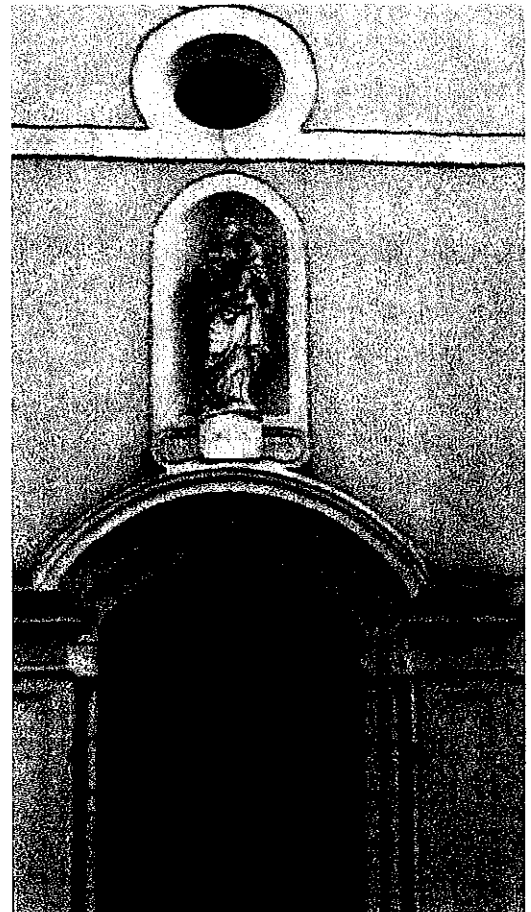
y avait en permanence entre cinquante et cent ouvriers agricoles temporairement installés dans le village. Un certain nombre d'Alsaciens-Lorrains passa par Bicqueley. Parmi les étrangers figurent des Allemands, des Belges et des Italiens. Cet afflux de population extérieure ne doit pas non plus cacher les départs définitifs de jeunes issus de vieilles familles du village. Cette émigration se faisait surtout vers les grandes villes comme Paris. Il y eut aussi des départs vers l'Algérie. La recherche d'un avenir meilleur aiguillonnait ces migrants. Pour mieux comprendre, penchons-nous donc sur les professions et la richesse de cette population.

On n'est pas surpris que durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, les activités liées à la terre aient été prédominantes à Bicqueley. Au milieu du siècle, les actifs formaient déjà les trois-quarts de la population. Seule une femme adulte sur dix ne travaillait pas. Les trois-quarts des actifs avaient une activité liée à l'exploitation de la terre. L'interprétation des statistiques est pourtant parfois délicate. Les cent brodeuses répertoriées à Bicqueley au milieu du siècle ne font qu'un travail saisonnier, assurant à leurs familles respectives une ressource complémentaire lorsque l'hiver condamne les travailleurs de la terre à l'inactivité. Une évolution se

remarque pourtant. A la fin du siècle, la part de l'artisanat et du commerce rural avait progressé de près de 10 % aux dépens des activités agricoles. Le village comptait alors vingt-trois personnes avec un emploi lié à l'habillement. Il y avait aussi un charron, trois charretiers, un boulanger-épiciier, un buraliste, dix professionnels du bois, deux cabaretiers, un aubergiste etc... Des professions nouvelles étaient officiellement apparues, liées à la proximité de Toul. Il y avait des nourrices, des gardes, des laveuses-repasseuses ... Des militaires de la garnison de Toul résidaient aussi à Bicqueley. Le nombre des carriers était passé de un à vingt-cinq. Rares étaient les gens qui pouvaient se distinguer nettement du reste de la population. Parmi eux, une douzaine de propriétaires-rentiers ne vivaient officiellement que des revenus de leurs biens. Il y avait aussi l'instituteur et deux institutrices, le curé et une sage-femme. C'est parmi ces derniers que se rencontraient les gens les plus influents, les notables. Le meunier en fit aussi partie jusqu'à la fermeture du moulin, au milieu du siècle.

La réalité sociale de l'époque faisait cependant des distinctions entre les actifs. On comp-

tait toujours à part les propriétaires, les fermiers, les manœuvres et journaliers. Vers 1850, environ huit actifs de l'agriculture sur dix étaient propriétaires en totalité ou partie de leurs terres. Mais plus des deux tiers des actifs étaient salariés pour la totalité ou une partie de leurs revenus. La plupart des gens étaient, comme dans toutes les communes françaises d'alors, des micro-propriétaires. L'exploitation moyenne ne comprenait que six hectares. Les fermes et métairies étaient rares. On travaillait le plus souvent pour soi et pour d'autres à la fois. Mais près de la moitié de la population agricole dépendait exclusivement de ses journées de travail pour vivre. Au milieu du



siècle, une famille de journalistes avec trois enfants dépendait plus de la moitié de ses revenus pour la seule nourriture. Elle ne pouvait espérer épargner éventuellement que 6 % du total. Cette réalité, très difficile à saisir, conduit à nuancer tout classement socioprofessionnel. Les plus gros agriculteurs propriétaires étaient aussi les principaux notables. Le château fut leur propriété durant une bonne partie du siècle, avant qu'il ne soit acheté par un futur général. Une partie des quarante quatre vigneronns de 1896 (contre 63 en 1836) ne sont que de simples ouvriers agricoles. Plus que le genre de vie, c'est la fortune qui s'imposait le plus facilement comme critère de notabilité. C'est la propriété qui permettait de participer à la destinée du village.

## **2.2. La vie quotidienne entre tradition et modernité**

Dans la première moitié du siècle, une bonne dizaine de familles a des revenus fonciers comparables à ceux des riches Toullois. Mais le nombre des riches est proportionnellement un tiers moindre qu'à Toul, elle-même deux fois moins riche que Nancy. C'est ce que L'on peut aussi dire du nombre total de propriétaires. Plus de la moitié de la population totale adulte ne possédait ni terre, ni

maison au milieu du siècle (58 %). Plus de la moitié des propriétaires possédait à la fois du bâti et des terres, un bon tiers (39 %) uniquement des terres. Ils ne sont que 7 % à ne posséder qu'une maison. Le quart du total des propriétaires n'étaient pas habitants de Bicqueley. Parmi eux une majorité de gens résidait dans les villages de la région. Ce partage de la propriété entre une minorité n'est pas nouveau. Une enquête réalisée durant la Révolution montre que plus de la moitié des labours était louée par de grands propriétaires qui en détenaient déjà le quart. La concentration des biens entre les mains des plus riches continue durant tout le siècle. Il en est ainsi des maisons. Vers 1900, le quart des propriétaires de maisons de Bicqueley en possède deux et plus. Qu'ils vivent sur place ou loin, certains propriétaires sont de perpétuels rassembleurs de terres. L'héritier d'une famille toulloise anoblie par Napoléon 1er et résidant loin de la Lorraine est représentatif de ce comportement. A la fin de L'Empire, il était à la tête de quarante sept hectares répartis en près de cent dix parcelles, soit en moyenne quarante deux ares par parcelle. Le premier propriétaire de Bicqueley n'en était pas moins la commune.

Le manque de terre d'une

bonne partie de la population condamnait celle-ci à ne vivre qu'au prix de longues journées de travail au service des plus aisés. Les micro-propriétaires un jour ou l'autre étaient contraints de vendre leur lopin. Leurs enfants quittaient le pays. Une chose leur permit de tenir pendant très longtemps : les traditions. Durant tout le XIXe siècle, Bicqueley continua en effet, comme toutes les campagnes lorraines, de vivre et travailler selon les rythmes et les coutumes ancestrales. Celles-ci permettaient aux plus pauvres de glaner après les moissons, de grappiller après les vendanges. Ils pouvaient aussi "râtelier" après la fenaison et mener leurs bêtes en "vaine pâture" vingt-quatre heures après les récoltes, sauf les jours de pluie et durant la nuit. Les affouages profitaient systématiquement à tous. La commune attribuait aussi aux ménages une part des terres communales (30 hectares en 1852). De même, lorsqu'il y avait pénurie de fourrage, autorisait-elle constamment la vaine pâture du bétail dans les forêts communales.

Le souci du collectif était d'autant plus nécessaire que la culture était pénible. On labourait le plus souvent avec six chevaux ou bœufs, contre huit à dix dans la Woëvre. Près d'une cinquantaine de bœufs de travail furent en permanence utilisés à Bicqueley durant le



siècle. Ils tiraient, vers 1850, avec la centaine de chevaux, la bonne vingtaine de "charrues à deux roues" et la cinquantaine de chariots employés aux travaux des champs. Une vingtaine de vaches étaient souvent utilisées en renfort. Le système de l'assolement triennal y voulait que les terres labourables soient divisées en trois soles permettant une rotation de la culture des céréales. Une des trois soles était laissée en jachère pendant un an. Les troupeaux communaux y étaient conduits, surtout ceux de moutons. L'engrais naturel de leurs déjections constituait en ce temps-là la seule fumure possible. A la fin du siècle, on y ajoutait les "boues des rues" et les vidanges des fosses septiques. Chaque jour, au début du XIXe siècle, le gros et le petit bétail, étaient confiés distinctement à la garde de deux pâtres communaux. Ceux-ci conduisaient aussi leurs troupeaux le long des chemins, dans les prés venant d'être fauchés et dans certains bois. Le paiement des bergers se faisait annuellement, en grain pour les vaches, en argent pour les chèvres, moutons et cochons. En 1843, cent cinquante trois bêtes avaient ainsi été menées tout particulièrement dans les bois. La vaine pâture des chevaux était organisée directement par les propriétaires concernés. Une autre tradition héritée du temps de l'Ancien Régime existe encore au XIXe

siècle. Il s'agit du "bail des bêtes mâles". La commune faisait régulièrement des appels d'offre pour qu'un propriétaire entretienne "un taureau rouge ou noir sans tache et six béliers", dans le but de pourvoir à la demande des éleveurs. Chacun dans le village connaissait les usages de la commune. De toute façon, il y eut toujours des gardes-champêtres pour surveiller la bonne application de la police ou des coutumes locales. Les bans de vendanges étaient aussi sévères à Bicqueley qu'ailleurs. Passé le premier ban, on ne laissait aux propriétaires qu'un jour pour s'occuper aussi des fruits et légumes produits dans les vignes. Ces dernières devaient être encloses. La clôture pouvait être un mur d'un mètre trente, une palissade de treillage ou une haie vive ou sèche. Comme pour les jardins du village, c'était une sage précaution en une époque d'autosubsistance où le bétail circulait beaucoup. N'oublions pas aussi l'existence d'un millier de volailles divagant parfois loin du village. Par contre, il y avait très peu de chiens. L'exploitation de l'espace rural n'était pourtant pas figée dans ses usages. Tout évoluait inexorablement au rythme lent des saisons et des jours. Les signes ne manquent pas. Le grappillage fut par exemple interdit dans les vignes à partir de la fin du Second Empire. L'usage des "machines à battre

mues par les animaux" se répandit dans la seconde moitié du siècle. De cinq en 1852 on passe à trente en 1892. Mais le fléau reste communément utilisé. L'amendement des sols se perfectionna aussi. On ne se contenta plus de la fumure naturelle des moutons conduits par le berger. On amenda le sol avec "du plâtre" et de "l'engrais d'étable". Très lentement l'assolement triennal reculait. La multiplication des procès contre le seul berger municipal qui subsistait à la fin du siècle, montre aussi l'usure des traditions et la montée de l'individualisme.

Les mentalités n'étaient plus forcément celles que la littérature régionaliste de la fin du XIXe siècle véhicula. "L'angélus", tableau très connu de F. Millet décédé en 1875, évoque la touchante piété d'agriculteurs aux champs. Si l'on en croit le témoignage de certains curés qui passèrent à Bicqueley au XIXe siècle, la scène devait être rare parmi leurs ouailles. Dès le début du siècle, la pratique religieuse visible du village était devenue très faible. Moins de dix adultes sur cent, pratiquement que des femmes, allaient ordinairement à la messe les dimanches et fêtes. C'est aussi peu voire moins qu'à Toul à la même époque. Sous la Monarchie de Juillet, en moyenne un tiers des mariés ne passait plus à l'église. Le curé ne cessait

alors de dénoncer l'importance prise par les trois cabarets dans la sociabilité du village. Vers le milieu du siècle, il enrageait de voir qu'il y avait "bal public" tous les dimanches de l'année et même pendant la Semaine Sainte. Cette désaffection vis-à-vis de la religion, générale à l'époque, était en partie expliquée par les gens de Biqueley eux-mêmes. Le curé rapporte qu'on lui faisait valoir encore la richesse de l'Eglise d'Ancien Régime. On lui disait aussi qu'il devait se contenter de faire son métier ... Bref, la tradition n'était plus respectée comme jadis, même celle des baptêmes et des premières communions. Les deux tiers des jeunes refusaient d'être "confirmés" vers 1900. L'Eglise était souvent déserte et "certains prédicateurs étaient parfois obligés de repartir sans rien dire, la vue de l'auditoire leur ayant ôté tout courage". Pourtant elle était sans cesse réparée et entretenue. Preuve s'il en est que, malgré l'évolution des mœurs, on ne voulait pas pour autant la disparition complète d'une religion qui restait "utile" dans l'intérêt commun. On comprend que les desservants de paroissiens si tièdes aient souvent été des hommes de second plan, tout au moins dans la première moitié du siècle.

### **3. L'action de la municipalité au service de tous**

La modernité arriva au village grâce à des maires éclairés, ces propriétaires terriens qui, seuls alors grâce à leur richesse, pouvaient consacrer une partie conséquente de leur temps au service de leurs compatriotes. On connaît au moins vingt-quatre changements de premiers magistrats pour le XIXe siècle. Dix noms se succédèrent dont, à quatre ou cinq reprises chacun, celui de trois familles. On sent bien que les tensions entre ces hommes furent âpres. Les démissions et retours fracassants ne furent pas rares. Mais la localité doit beaucoup de choses à leur sens du bien public. Quatre domaines sont concernés.

#### **3.1. Le développement de l'instruction**

Le premier fut sans aucun doute le développement rapide de l'école. On a déjà parlé des investissements permanents de la commune pour fournir à ses enfants des classes et des maîtres de qualité. Deux sœurs de la Doctrine Chrétienne avaient en charge les filles, un instituteur laïc, les garçons. De la création de l'école communale en l'an 12 jusqu'à l'établissement de fonctionnaires d'Etat à la fin du siècle, l'institu-

teur eut un rôle particulièrement important dans le village. En plus de son enseignement, il devait tenir l'horloge de la commune, sonner les cloches trois fois par jour, balayer l'église, assister le ministre du culte en particulier en chantant la messe et les vêpres tous les dimanches et fêtes. Son traitement était complété par la participation financière des élèves et par une contribution en céréales demandée à chaque cultivateur (une gerbe de blé et une d'orge). A cela s'ajoutaient des affouages, un logement de fonction, un mois de vacances (pour la moisson, la fenaison et les vendanges). Tous les enfants de Biqueley allaient à l'école depuis le début du siècle. C'était en effet gratuit pour ceux qui étaient beaucoup trop pauvres (quatorze enfants en 1846). Une religieuse avait particulièrement en charge les tout petits. L'absentéisme des élèves fut toujours relativement faible, contrairement à ce qui se voyait alors en ville. A la belle saison, la moitié seulement des garçons et le quart des filles préféraient aider leurs parents aux travaux des champs. Au début de la IIIe République, un cours d'adultes fut créé. Le tiers au moins des recettes de la commune était affecté aux dépenses pour l'instruction. Celles-ci devinrent encore plus fortes lorsque la commune affecta le secrétariat de mairie à l'instituteur, créa une caisse des écoles pour les

fournitures et les prix, installa une bibliothèque publique et fit planter des arbres fruitiers dans les jardins des écoles dans le but d'initier les élèves à l'horticulture.

### **3.2. Santé et bien-être public**

L'esprit avisé des municipalités qui se succédèrent au XIXe siècle à Bicqueley n'oublia jamais les questions relatives à la santé et au bien-être des habitants. Dès 1816, la vaccination des enfants contre la variole fut proposée dans le village. Malgré la méfiance d'une partie des habitants (pendant longtemps la moitié des parents concernés), le médecin vaccinateur venait tous les ans à Bicqueley vacciner les plus petits en présence du maire. La baisse de la mortalité infantile passa aussi localement durant le siècle par l'action d'une sage-femme des indigents rétribuée par la municipalité. Vers 1900, des dépenses de "médecin gratis pour les indigents" furent même inscrites dans le budget du village.

La commune savait aussi se manifester différemment. Elle organisa par exemple en 1876 "un bouillon municipal" qui lui coûta 300 F pour faire cesser "une épidémie sévissant sur les enfants".

La question de l'accès de tous à une eau de qualité faisait aussi localement objet de débat dès le XVIIIe siècle. Avant la Révolution, le village s'était particulièrement endetté pour mettre à la disposition de tous deux fontaines. Celles-ci furent méticuleusement surveillées par la suite, ainsi que les puits municipaux. La construction d'un lavoir couvert en 1826, puis son déplacement en 1872, complète ce souci de l'hygiène publique. La même préoccupation se concrétisa aussi en 1857 par le pavage des rues de la commune. A la fin du siècle, la location par la commune de places d'usoir "contre le ruisseau" montre cependant que parfois les impératifs économiques pouvaient faire oublier les soucis hygiénistes.

Par ailleurs, elle surveillait particulièrement l'état des chemins et ponts. Le renforcement des fortifications de Toul après 1870 lui profita directement. La route reliant Bicqueley à Toul

fut par exemple élargie. Mais lorsque la redoute du Tillot fut construite sur le territoire du village, jamais la municipalité n'accepta que les chemins utilisés à cet effet soient laissés dans un état lamentable et à charge des contribuables locaux. A la même époque, la plantation de fruitiers le long des chemins fut décidée comme un service utile rendu à l'usager et d'intérêt économique pour la commune. Il en avait été ainsi quelques décennies plus tôt lorsque la municipalité avait autorisé un bac sur la Moselle, en liaison avec Chaudeney.

### **3.3. Sécurité et respect de la loi**

Le maintien de l'ordre et le respect de la loi étaient bien sûr un autre souci permanent de la municipalité. Il convenait de conserver un juste équilibre entre la tradition et la modernité, l'intérêt général et les intérêts particuliers. En 1816, un



règlement de police avait été rédigé pour fixer par écrit ce qui subsistait des usages après la Révolution et l'Empire, et leur mise en œuvre. Trois gardes champêtres étaient chargés de la surveillance publique. Très vite il n'y en eut plus qu'un ainsi qu'un garde forestier. Il fallut cependant longtemps pour que les nouveaux "poids et mesures métriques" décrétés par la Révolution soient définitivement adoptés par le village. La commune n'en acheta quelques étalons officiels qu'en 1834.

Le respect de la loi passe aussi par la soumission au régime politique en place. Comment la commune vécut-elle l'évolution politique du siècle ? L'insuffisance de la documentation ne permet pas d'y répondre de façon satisfaisante. Le pragmatisme des habitants est de toute façon évident. L'essentiel pour eux était de pouvoir vivre et travailler décemment. L'attachement à la Révolution et à la République se manifeste aussi largement dans les archives parvenues jusque nos jours. Lorsqu'à la fin du siècle la IIIe République fit du 14 juillet le jour de la fête nationale, l'enthousiasme du village se manifesta de façon originale. Dès 1881, le conseil municipal décida que seraient offerts, chaque année, à chaque chef de ménage, un kilogramme de

viande et deux litres de vin. Il ne regardait pas à la dépense "pour bien fêter le 14 juillet". En 1892, il lui en coûta ainsi 420 F (210 journées de salaire d'ouvrier) pour la viande et le vin, les bonbons pour les enfants, les illuminations et les deux musiciens du bal. Sous la Restauration, le refus de la commune de contribuer à l'acquisition par souscription nationale du domaine de Chambord, et à l'élévation de la statue de Stanislas à Nancy, avait déjà été significatif.

L'organisation d'un service de lutte contre les incendies commença dès la Restauration. La pompe à incendie achetée en 1824 ne fut complétée par une autre qu'en 1888, date à laquelle on acheta aussi trois échelles et des haches pour les pompiers. Ces moyens étaient un progrès. Mais ils étaient insuffisants. Les incendies restaient une fatalité, comme les intempéries, les accidents et les épidémies. Ces dernières concernèrent par exemple quarante propriétaires dans la dernière décennie du XIXe siècle, faisant disparaître une cinquantaine de bêtes. Les accidents frappèrent deux fois plus de gens et leur firent perdre en particulier beaucoup de chevaux. La municipalité restait particulièrement désarmée face aux phénomènes naturels. La grêle pouvait être terrible, comme en août 1816 :

tous les vitraux de l'église avaient été cassés. Les catastrophes s'étaient succédées durant l'année 1856. Les vignes avaient été totalement gelées et toutes les prairies et terrains bas avaient été inondés ... Le maire n'avait pas décrété de réjouissances pour le baptême du prince impérial. D'autres gels catastrophiques sont à signaler : en 1885 et 1894 par exemple. Le préjudice total pouvait dépasser largement les 100.000 F (le prix de près de 400 chevaux). Une tempête proche de celle de décembre 1999 avait ravagé le village en 1884, arrachant le toit de l'église.

### ***3.4. Gestion de l'économie locale***

Pour cela, il fallait de l'argent. Il fallait que l'économie locale se porte bien. Cette question de l'économie faisait aussi partie des grandes préoccupations du village. La commune avait besoin de ressources. Elle se les donna. Dans le deuxième demi-siècle, les recettes du budget de la commune triplèrent. Elles provenaient surtout des affouages et des coupes dans les bois communaux. En 1844, les seuls affouages avaient produit 5.000F. Il y avait aussi le produit de quelques baux et rentes d'état, celui des cartes de chasse et des taxes sur les chiens. Il fallait que les récoltes

soient bonnes. L'intervention municipale dans l'exploitation des terres et l'élevage du bétail se fait dans l'intérêt de tous. Les conseils en matière d'agriculture impulsés depuis la préfecture trouvent toujours un écho dans le village. Les municipalités qui se suivirent dans la première moitié du siècle s'efforcèrent de défendre jusqu'au bout le moulin du village. En 1852, il n'était plus guère rentable. Il était en chômage plus de la moitié de l'année. Sa meule produisait encore environ vingt-six tonnes de farine par an. Il disparut en 1875. L'huilerie à fonctionnement hydraulique qui exista un temps sur le territoire communal n'eut qu'une existence éphémère, semble-t-il. Par contre, la carrière de pierre ouverte à la fin de l'Empire gagna progressivement de l'envergure. Les travaux de fortification de la place de Toul contribuèrent à sa croissance. En 1896, elle employait vingt-cinq personnes.

Les deux occupations étrangères, que connut le village au cours du siècle, lui coûtèrent très cher. En 1815, une famille sur quatre avait eu à en souffrir gravement. Bétail, récoltes, outils, meubles, habits, bijoux, tout avait été bon pour l'occupant. En 1870, le préjudice avait été considérable. On peut l'évaluer à près de cent quarante ans de salaire d'un bon ouvrier d'alors. Il faut dire que la localité avait

servi de cantonnement aux Prussiens lors du siège de Toul. Mais en un siècle, le niveau de vie du village avait augmenté. Le salaire moyen des journaliers avait, par exemple, augmenté de moitié dans la deuxième moitié du siècle. L'importance croissante de l'élevage, bovin et porcin par exemple, est un signe de cette amélioration des conditions matérielles de vie. En un siècle, les surfaces en herbe avaient été multipliées par deux. Les forêts avaient reculé. Les revenus provenant au village des seuls animaux domestiques étaient très nettement supérieurs aux dépenses annuelles de la municipalité.

Le XIXe siècle qui s'achève marque, pour beaucoup de villages lorrains, comme Bicqueley, la fin d'une époque : celle de l'apogée des campagnes. Le nombre de la population plafonne encore comme depuis des décennies. Jamais localement les terroirs n'ont été aussi sollicités. Mais il ne faut pas être dupe. Comme bien d'autres, en changeant de siècle, le village entre dans une nouvelle phase de son histoire. Certes l'ébranlement des campagnes souligné par les historiens à l'échelle de la France toute entière n'a, pour Bicqueley, pas commencé en 1880. La proximité du camp retranché de Toul a préservé quelque temps la prospérité locale. L'énorme garnison a

soutenu par exemple la viticulture. L'érosion démographique est encore enrayée par la présence de la main-d'œuvre nécessaire aux travaux des forts. L'accélération des migrations humaines, la diminution sensible du nombre des exploitants préfigurent déjà l'exode rural qui marquera le nouveau siècle. L'école publique organisée par la IIIe République continue de transformer les mentalités dans une évolution commencée au cours du XVIIIe siècle. Les campagnes s'ouvrent de plus en plus à la modernité sous toutes ses formes. Il faut être très prudent devant les traditionnels clichés montrant un monde rural englué dans la routine autour de son clocher. Les villages sont aussi les miroirs des mutations de leur temps. Après la Première Guerre Mondiale, rien ne sera plus comme avant. La population tombée à son niveau du premier Empire ne retrouva que dans les années 1980 son importance des belles années du XIXe siècle. Le XXe siècle fera de Bicqueley, comme de beaucoup d'autres localités rurales, un autre village.

Jean-Paul AUBE  
DOCTEUR EN HISTOIRE